

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21756 - 80ÈME ANNÉE

BTP à La Réunion : crise causée par la dépendance à la commande publique

Le BTP réunionnais est fortement dépendant de la commande publique. Il traverse une crise marquée par la réduction des investissements et l'instabilité politique. En 2024, l'activité a chuté, entraînant une perte de 1 000 emplois et une baisse des mises en chantier (-16 %). Cette fragilité impacte l'emploi et aggrave la crise du logement. La CAPEB a demandé hier de la visibilité de la part des autorités responsables de la commande publique.

Après une année 2024 marquée par de grandes difficultés pour le secteur, la CAPEB (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) tenait ce 30 janvier une conférence de presse. Le syndicat patronal a exprimé de vives inquiétudes pour l'avenir. Il dénonce notamment l'instabilité politique qui pèse lourdement sur les perspectives du secteur. La forte dépendance du BTP à la commande publique, essentielle à son activité, est aujourd'hui un facteur d'instabilité qui menace la viabilité des entreprises locales. Une part majoritaire des chantiers est financée par l'État et les collectivités. L'année 2024 a illustré cette vulnérabilité : en raison d'une instabilité politique marquée par des retards dans l'adoption des budgets et le gel de nombreux investissements, l'activité a connu un ralentissement brutal. Le président de la CAPEB, Cyrille Rickmounie, déplore cette situation.

Le problème est structurel : à La Réunion, la majorité des chantiers sont financés par des fonds publics, qu'il s'agisse de logements sociaux, d'infrastructures routières ou d'équipements publics. En l'absence d'investissements privés massifs, l'arrêt ou le report des projets publics entraîne une asphyxie de l'activité. Les entreprises, déjà fragilisées, se retrouvent sans perspectives claires, aggravant la crise de l'emploi.

Emplois et chantiers en baisse

En 2024, plus de 1 000 emplois ont été supprimés dans le BTP à La Réunion. Le nombre d'entreprises sans aucun salarié a augmenté de 23 %. C'est une ten-

dance alarmante pour la CAPEB

Cette hémorragie d'emplois s'accompagne d'une baisse significative de l'activité sur les chantiers, ainsi que d'une augmentation du chômage dans le secteur. L'an passé, les patrons du BTP avaient manifesté pour demander à l'État et aux collectivités de sortir des projets pour remplir les carnets de commande.

Les mises en chantier ont également enregistré un recul notable, avec une baisse de 16 % en 2024 par rapport à l'année précédente. Le nombre de logements autorisés à la construction a chuté de 8,3 %, passant à 6 200 unités. Cette diminution concerne aussi bien les logements individuels (-21,1 %) que les logements groupés (-20,4 %).

Conséquences sur le logement et l'emploi

Le ralentissement de l'activité du BTP a des répercussions directes sur la crise du logement à La Réunion. La demande de logements ne cesse d'augmenter. Pourtant, les constructions ne suivent pas, et quand elles sortent, les loyers sont trop élevés. Cela accentue les difficultés d'accès à un habitat abordable pour une grande partie de la population. La baisse de l'activité a un impact social majeur, avec une diminution des emplois disponibles dans un secteur qui représente un pilier de l'économie locale. Pour 2025, les acteurs du BTP attendent des engagements clairs de la part des pouvoirs publics. La CAPEB insiste sur la nécessité de débloquer rapidement les budgets et de relancer les projets afin d'éviter une aggravation de la crise. Sans la commande publique et les aides, l'avenir du secteur reste incertain.

M.M.

Le scandale des airbags Takata : quand le profit passe avant la sécurité

Le scandale des airbags Takata illustre les dérives du capitalisme, où la quête du profit prime sur la sécurité. Malgré une dangerosité connue depuis 20 ans, ces airbags continuent de tuer, en particulier dans les pays tropicaux. Un nouvel accident mortel à La Réunion démontre l'inefficacité des rappels. Plus de 500 000 véhicules en France restent concernés. Il est urgent que gouvernements et constructeurs prennent leurs responsabilités pour éviter de nouvelles tragédies.

L'industrie automobile est secouée par l'un des plus grands scandales de son histoire. Le scandale des airbags Takata, connu depuis plus de deux décennies, continue de faire des victimes à travers le monde. Récemment, un nouvel accident tragique à La Réunion a mis en lumière l'inefficacité des campagnes de rappel et la mise en danger de milliers d'automobilistes. Cette affaire illustre une fois de plus les dérives du capitalisme, où la recherche du profit passe avant la sécurité des consommateurs.

Hécatombe évitée trop tard

Dans la nuit du jeudi 30 au vendredi 31 janvier, un conducteur a perdu la vie dans un accident sur la route du littoral à La Réunion. Sa voiture, une Honda Jazz de 2003, était équipée d'un airbag Takata défectueux. Les blessures de la victime, décrites comme "caractéristiques" d'une explosion d'airbag, soulèvent une question essentielle : pourquoi ces véhicules dangereux circulent-ils encore ?

Depuis plus de vingt ans, les experts savent que les airbags Takata peuvent exploser sous l'effet du temps, de l'humidité et des variations de température, projetant des fragments métalliques mortels sur les passagers. La situation est particulièrement alarmante dans des pays comme La Réunion, où les conditions climatiques exacerbent le risque. Pourtant, les campagnes de rappel restent largement inefficaces, laissant des milliers de conducteurs dans

l'ignorance.

Scandale mondial aux conséquences dramatiques

Depuis 2016, on recense au moins 14 morts dans des anciennes colonies intégrées à la République. Les constructeurs automobiles, conscients du danger, ont pourtant tardé à agir. Peugeot, Citroën, Honda, Toyota, BMW, Volkswagen, Ford et bien d'autres sont concernés par cette crise sanitaire et industrielle.

Les rappels de véhicules, bien que nécessaires, arrivent bien trop tard et peinent à atteindre tous les propriétaires. En France, plus de 500 000 véhicules circuleraient encore avec ces airbags défectueux. Le gouvernement a bien tenté de sensibiliser les automobilistes, mais les concessionnaires ne parviennent pas à suivre le rythme des remplacements.

Course au profit au détriment de la vie humaine

Ce scandale rappelle que dans le système capitaliste, la quête du profit prime sur la sécurité. Takata a été accusé d'avoir dissimulé les défauts de ses airbags pendant des années, préférant éviter un scandale plutôt que de protéger les conducteurs. Il a fallu attendre que les décès s'accumulent pour que les régulateurs et les constructeurs prennent des mesures.

Dans un monde idéal, chaque véhicule mis sur le marché serait soumis à des tests rigoureux et des contrôles stricts. Mais la réalité est tout autre : les entreprises, poussées par la nécessité de rentabiliser leurs investissements, minimisent souvent les risques. Takata, autrefois un leader de l'industrie, a fini par faire faillite en 2017, laissant derrière lui un bilan catastrophique.

Ce scandale aurait pu être évité si l'industrie automobile avait privilégié la sécurité à la rentabilité.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

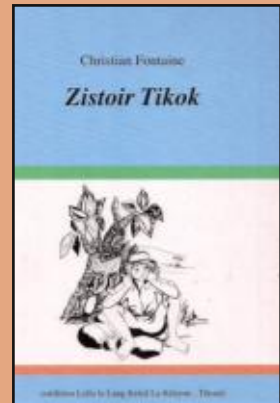
TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Zistwar Tikok

Zistwar Tikok, par Christian Fontaine... zistwar an kréol dann Témoignages



Tikok lé karnèr

Po la grann kominion son garson, Madanm Biganbé la asté in pèr soulié verni ansanm in pèr sokèt maron, in somiz kol-marin, épi in gran kilot blé ek in zoli sintiron an cuir. Tikok té karnèr ! Té falé oir ali marsé, son brasar dan son bra, son siez-an-dantel dan inn min, épi, dan lot son livdomès « kouvertir an nor » ! Lo roi té pa son kouzin ! Tanka po son silip, Tikok té an rovien pa ! Lo maléré silip, tro séré, té koup son déryèr, mé rien ! Té promié foi Tikok té mèt in kilot-désou, é sa i montré li té pi in marmay ! Li té gran, astèr !...

Soman, po lo zour son kominion solanel, Tikok noré pi san pasé fé sat li la fé ! Akoz ? Kosa la rivé don ? E bin, oila : Madanm Biganbé lavé pran la pène mèt 500 F – larzan lontan – dan in lanvlop, po li mèt la kèt. E bin, olèrd mèt lo larzan dan lo panié la kèt konm tou lé zot, lo pti fanngars la trouv moyen glis in lanvlop vid ! Li lavé désir lo lanvlop é ramas lo 500 F po asté sorbé !... Sapré Tikok, va ! Rozman son monmon la pa koni ! Sinon té koup son déryèr plis ke lo... silip ankor !

Christian Fontaine

Oté

« Dsur l'èr d'la morü griyé » In kozman pou la route

Médam zé méssyé, la sossyéte, koz èk mwin sé koz èk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Mézami lo kassaz lé kui i date pa d'yèr sa La Rényon. Mi panss li lé ossi vyé ké noute nassion kréol é sé la d'dan lo pèp la konstrui son limour kréol.- in koté inportan pou noute kiltir réyonèz. Limour réyoné, sa sé in kassaz lé kui ni fé pou nou, ni fé pou lé zot é si sa i guéri pa noute maladi, sa i ède anou bien siporte noute maléré sor.

Lo kozman mi di azot zordi sa in kozman noute granèmèr Berthe té i ansèrv pou dir la mizik lé monotone, konm la mizik l'égliz dann tan mwin lété marmaye é kom èl téi yème pa la mizik-la él lété kritike kan èl téi antann bann shanté légliz. Mwin l'avé in frèr téi apèl sa la mizik mal-o-vante — pou li, la mizik klassik lété galman in mizik mal o vante mé mwin téi kontante dir azot mwin téi yèm bann shanté la, pars li téi transporte amwin dann in monde mélankolik.

Zordi nou lé pi ladan é bann kantike mi trouv lé bien modèrnizé é sa i fé plézir amwin. Arzoute èk sa néna lo paroli an kréol é pou mwin sa sé in viktoir mi panss mwin ossi mwin néna mon par ladan.

Alé ! Mi kite azot rofléshir la dsi é ni retroub pli dvan, sipétadyé.

Justin